

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR



OBEY AMENT*

Les élections qui viennent d'avoir lieu ce 1^{er} juillet au Mexique peuvent être qualifiées d'historiques. Pour la première fois, un candidat progressiste, Andrés Manuel Lopez Obrador, gagne l'élection présidentielle avec un fort soutien populaire et obtient une majorité parlementaire sans précédent dans ce pays dominé par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI droite libérale) pendant tout le xx^e siècle. La portée de ces résultats a été confirmée par ceux obtenus le même jour par la coalition qui a soutenu sa candidature aux élections législatives et à celles pour élire les gouverneurs de neuf États, l'ensemble des Assemblées législatives des États¹, les maires et le chef de gouvernement de la ville de Mexico.

En 1988, la fraude organisée par le pouvoir avait empêché la victoire de Cuauhtemoc Cardenas, le candidat de la gauche, et Carlos Salinas de Gortari, candidat du PRI avait pu lancer les contre-réformes néolibérales qui ont démantelé ce qui restait du modèle issu des gouvernements de l'après-révolution de 1910.

Après deux tentatives, Andrés Manuel Lopez Obrador était le candidat de la coalition « Ensemble nous ferons l'histoire » formée par le Mouvement de régénération nationale (MORENA) qu'il a fondé en 2011 et deux petits partis, le Parti du travail (ex-maoïstes) et le Parti rencontre sociale (évangéliste conservateur). En 2006, il

* SPÉCIALISTE DE L'AMÉRIQUE LATINE.

¹ Le Mexique est un État fédéral qui compte 31 États et une entité fédérative, la capitale du pays, la ville de Mexico, qui n'a pas le statut d'État.

a perdu dans des conditions discutables face au candidat du Parti d'action nationale (PAN droite conservatrice), Felipe Calderon, et en 2012 contre le candidat du PRI, Enrique Peña Nieto, après une élection encore manipulée et marquée par une campagne de discrédit et de peur où les médias ont joué un rôle majeur.

L'ampleur de la victoire d'Andrés Manuel Lopez Obrador, que les Mexicains appellent AMLO, est à la hauteur du rejet ressenti contre le PRI et son régime : il obtient plus de 30 millions de voix (53,19 %), score jamais atteint par aucun de ses prédécesseurs depuis la réforme politique de 1977 qui a ouvert la voie à une participation des partis de l'opposition aux élections. Seul le score fictif de Carlos Salinas de Gortari avait dépassé les 50 % et les présidents successifs avaient été élus avec une majorité relative². L'élection en juillet 2000 de Vicente Fox (42,2 %), candidat du Parti d'action nationale (PAN droite conservatrice), a mis un coup d'arrêt à 76 années de gouvernements du PRI, éveillant l'espoir d'un changement de régime, et en 2006, Felipe Calderon, issu du même parti, lui succédait, obtenant 35,9 % des voix³. Le PAN a gouverné pendant 12 ans dans la continuité du néolibéralisme, préparant ainsi le retour du PRI qui a repris la présidence en 2012.

Le 1^{er} juillet dernier, Ricardo Anaya, le candidat de la coalition qui réunit le PAN, le Parti de la révolution démocratique (PRD centre gauche) et le Mouvement citoyen (MC centre gauche), arrive très loin derrière avec 12,6 millions de voix (22,27 %). José Antonio Meade du PRI, avec 9,2 millions de voix (16,4 %), fait le pire des résultats obtenus par ce parti.

Le vote en faveur d'AMLO a balayé le pays. Il arrive en tête dans tous les États de la fédération sauf un, le très conservateur Guanajuato, avec parfois des scores de 70 %, comme c'est le cas dans la ville de Mexico ou à Tabasco (71 %), d'où il est originaire, et au Yucatan (75 %). Le MORENA et ses alliés gagnent la majorité dans 19 Assemblées législatives des 27 en jeu et l'emportent dans le fief historique du PRI, l'État de Mexico, où il gagne 54 des 125 municipalités et 42 des 45 sièges du Congrès local. Dans les neuf États où le siège de gouverneur

² Selon Cuauhtemoc Cardenas, il aurait dû être élu avec presque 40 % contre 35,7 % pour Carlos Salinas de Gortari et 21 % pour Manuel Clouthier, le candidat du PAN. Voir : « 6 de Julio de 1988 : el fraude ordenado por Miguel de la Madrid ». *La jornada*, 2 avril 2004.

³ Au Mexique, l'élection présidentielle se fait à un tour. Le candidat arrivé en tête emporte l'élection. Ce mode de scrutin a donné des présidents minoritaires et a favorisé toute sorte d'arrangements et compromissions complices.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

était en jeu, les candidats du MORENA en gagnent cinq ainsi que le gouvernement de la ville de Mexico au PRD.

Depuis les législatives de 1997, aucun président n'avait pu compter avec une majorité issue de son propre parti. AMLO pourra compter avec une très large majorité : le MORENA et ses alliés auront à la Chambre 307 sièges sur 500 et 69 au Sénat sur un total de 128, la coalition PAN-PRD-MC obtient 131 sièges de députés et 38 sénateurs. Pour le PRI, c'est la débâcle. Il ne conserve que 62 sièges des 241 qu'il avait et au Sénat, 21, où il perd 40 sièges

Le décompte par parti montre que le MORENA est désormais le premier parti du Mexique avec 44,4 % des voix, le PT multiplie son score par trois et obtient 6 % des voix, alors que le PES ne réussit pas à dépasser 2,7 %, risquant ainsi de disparaître en tant que parti enregistré légalement. Le PRD est dans la même situation avec 2,8 % et le PAN fait l'un de ses pires scores avec 17,6 % des voix. Le PRI s'enfonce avec 13,5 %. C'est la dose de proportionnelle du scrutin qui permet à ces deux partis de ne pas sombrer complètement⁴.

Une société poussée à bout qui veut un changement réel

63

Cette élection est aussi historique par la force avec laquelle la société mexicaine a rejeté un système qui se nourrit de corruption et d'impunité. C'est un désaveu pour les partis qui gouvernent en alternance sans apporter de solutions ni à la pauvreté et les inégalités ni à l'insécurité. Le crime organisé devenu tout-puissant s'infiltré dans la vie politique, menaçant la possibilité d'une démocratie réelle.

Après l'élection en 2012 d'Enrique Peña Nieto, les deux partis de l'alternance, PRI et PAN, rejoints par le Parti de la révolution démocratique (PRD), le parti qui avait été créé autour de Cuauhtemoc Cardenas et rassemblait l'ensemble de la gauche depuis 1989, ont signé un « Pacte pour le Mexique » ouvrant la voie à de nouvelles contre-réformes : ouverture de la compagnie pétrolière PEMEX aux capitaux privés, privatisation de la compagnie d'électricité, mise en concurrence du secteur des télécommunications, une réforme néolibérale de l'éducation inspirée des organismes internationaux,

⁴ À la Chambre, 300 sièges sont attribués aux candidats arrivés en tête et 200 à la proportionnelle. Au Sénat, une moitié des sièges est répartie à la majorité relative et l'autre à la proportionnelle.

une nouvelle loi du travail poussant plus loin la flexibilisation, une réforme de la fiscalité vécue comme une injustice par les classes moyennes et la fin des subventions du prix de l'essence entraînant des hausses importantes.

La recherche sans frein de la compétitivité exigée par son mode d'insertion dans la mondialisation et les politiques néolibérales mises en place depuis 40 ans ont fait du Mexique l'un des pays avec les salaires les plus bas de l'Amérique latine. Le salaire moyen⁵ est inférieur à celui de la Chine et d'autres pays asiatiques. Les gains en productivité ne se reflètent pas dans les revenus des travailleurs : alors que la productivité a progressé de 4 % ces dernières années, les salaires ont perdu 7,5 %. En 10 ans, le salaire dans l'industrie des manufactures a perdu 18 %⁶.

L'image d'un pays à succès colporté par certains médias européens ignore le triste sort d'une bonne moitié des Mexicains. 53 millions de personnes (43,6 % de la population) vivent dans la pauvreté selon le Conseil national d'évaluation des politiques de développement social et 9,4 millions vivent dans la pauvreté extrême (7,6 %). Le secteur délabré de la santé est victime des politiques d'austérité et de la corruption. 2,7 % du PIB du pays est destiné à un système de santé à plusieurs vitesses. Les familles mexicaines payent de leur poche 44,5 % des dépenses de santé⁷.

Plus de la moitié de la population reste sans d'accès à la sécurité sociale et 26 % des personnes en âge d'être à la retraite n'ont aucune pension⁸.

Les conditions de vie poussent des millions de Mexicains vers l'émigration. Depuis 2012, ils ont envoyé à leurs familles 148 milliards de dollars, presque autant que les revenus de l'exportation d'hydrocarbures (143 milliards de dollars).

Les effets des politiques néolibérales sont indissociables de la corruption et de l'impunité. Le président Enrique Peña Nieto a été éclaboussé avec l'un de ses principaux ministres par l'acquisition de manière douteuse d'une luxueuse résidence, construite par l'une des compagnies de construction qui ont obtenu un juteux marché public.

⁵ Le salaire minimum est de 88 pesos par jour, approximativement 3,65 euros/jour.

⁶ Étude de l'université Iberoamericana de Mexico cité par *El País* du 12 juin 2018 (édition Amériques).

⁷ Aseguradoras apenas cubren 3,5 % del gasto en salud en México, AMIS, *El Economista* 25 avril 2018.

⁸ <<http://www.sinembargo.mx/11-06-2018/3427052>>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

Le licenciement des journalistes qui ont dévoilé l'affaire, sous la pression du gouvernement, a été très mal reçu par l'opinion publique. Depuis 2012, 15 gouverneurs ont été arrêtés pour corruption, celui de Veracruz, par exemple, s'est approprié 1,8 milliard de dollars du budget de l'État, alors que dans les hôpitaux publics des enfants malades de cancer recevaient des injections d'eau distillée au lieu des traitements indiqués. Entre 2013 et 2014, des ministères, des banques, des entreprises, la compagnie nationale pétrolière et des universités publiques ont participé au détournement de plus de 300 millions d'euros.

La disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa et d'autres massacres d'innocents commis par les forces de l'ordre et l'armée ont marqué l'ensemble de la société mexicaine, qui subit déjà depuis de longues années dans un climat de violence sans fin les pratiques du crime organisé.

Reconfiguration politique et nouvelles alliances

La participation du PRD au « Pacte pour le Mexique » a été le coup de grâce pour l'unité de ce parti, la grande majorité de ses militants sont aujourd'hui la base militante et électorale du Mouvement de régénération nationale (MORENA) créé par Andrés Manuel Lopez Obrador, lui-même étant l'un des anciens présidents du PRD entre 1996 et 1999. En 2000, il a été élu chef de gouvernement de la ville de Mexico sous la bannière du PRD. Cuauhtemoc Cardenas lui-même a annoncé son départ du PRD, critiquant sa « myopie, son opportunisme et son autosatisfaction », mais il n'a pas rejoint le MORENA.

Depuis 2006, AMLO s'est mis en campagne et a parcouru le Mexique, nouant des liens avec la population. Il a répété inlassablement le thème principal de sa campagne actuelle : mettre fin au régime de « la mafia du pouvoir » et s'attaquer à la corruption. Il a réussi à se défaire de l'image que les médias et le pouvoir lui avaient collée, celle d'un homme enclin à l'usage de la violence et radical. Il est aujourd'hui perçu comme celui qui peut changer réellement ce qui doit être changé. Avant l'élection du 1^{er} juillet, les enquêtes montraient une progression de la candidature d'AMLO sur tout le territoire, alors que, en 2012, il avait une présence assez inégale dans les différentes régions. Dans la région du Nord, où traditionnellement le PAN et le PRI ont une forte implantation, AMLO est passé de 12 % des préférences à 39 %, dans la région du centre-Ouest, il passait de 25 % à 36 %, dans le

centre et dans le Sud, régions traditionnellement plus favorables à la gauche, AMLO passait 39 % à 54 %. Les résultats du 1^{er} juillet n'ont pas seulement confirmé ces tendances, mais les ont renforcées.

Pour cette campagne AMLO a fait un choix stratégique qui, d'une certaine manière, rappelle celui de Luis Inacio Lula da Silva au Brésil, qui lui a permis de gagner en 2002. Il avait associé à sa campagne l'entrepreneur José Alençar, qui a été son vice-président et a formé une majorité avec un large éventail de partis, allant de la droite pure à la gauche représentée par le Parti des travailleurs et le Parti communiste du Brésil. Avant sa première élection, Lula da Silva a accepté de négocier certaines conditions avec le FMI qu'il avait combattu des années durant, afin de rassurer le secteur financier. Au Venezuela et en Équateur, l'élection d'Hugo Chavez en 1998 et de Rafael Correa en 2006 a été possible par des rassemblements qui allaient bien au-delà de la gauche. Ils ont été soutenus par des forces et des militants décus des différents partis traditionnels.

66

La candidature d'AMLO est soutenue par une large plateforme qui dépasse les partis de sa coalition, avec des personnalités progressistes très diverses venues du monde de la culture, des intellectuels, mais aussi par d'autres plus positionnées vers le centre droite, des politiques et des hommes d'affaires.

Une enquête réalisée à la sortie des urnes montre que l'électorat d'AMLO est homogène et largement majoritaire dans toutes les classes d'âge⁹ et dans les différentes catégories socio-professionnelles : 44 % avec des bas salaires, entre 57 % et 59 % pour les salaires moyens et 64 % pour les plus élevés¹⁰.

AMLO revendique l'objectif d'unir tous ceux qui veulent en finir avec le régime actuel et a composé une équipe qui veut refléter cette diversité. Il a mis à la tête de sa campagne deux personnalités bien connues. Tatiana Clouthier, fille de Manuel Clouthier, dirigeant charismatique et candidat aux présidentielles pour le PAN en 1988. Elle a quitté ce parti en 2005 en désaccord avec ses dérives vers « l'ultra droite » et pour protester contre ses complicités avec le PRI. Elle est l'une des principales porte-parole d'AMLO et coordonnatrice de sa campagne. Son discours clair et pondéré est audible par une bonne partie des classes moyennes et apporte une certaine modération à

⁹ <<http://www.eluniversal.com.mx/columna/ana-francisca-vega/nacion/quien-voto-por-amlo>>.

¹⁰ <http://www.parametria.com.mx/carta_parametrica.php?cp=5053>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

l'image du candidat du MORENA. Alfonso Romo Garza est chargé de la stratégie et des liens avec les entrepreneurs et les autorités de l'État. C'est un très riche homme d'affaires qui figure sur la liste de Forbes. Il a fondé l'une des compagnies les plus importantes au niveau mondial productrice de semences – Seminis – acquise par Monsanto. C'est un investisseur important dans le domaine de l'assurance et des biotechnologies et il possède des participations dans diverses grandes compagnies.

AMLO a aussi élargi ses appuis en associant à son équipe d'autres représentants du monde économique ou des très proches des grands hommes d'affaires tels que Carlos Salinas Pliego, propriétaire de Télévision Azteca, et Esteban Moctezuma qui dirige la Fondation Azteca, Marcos Fastlicht, qui est le beau-père du propriétaire du groupe Televisa, et Miguel Torruco, apparenté par alliance à Carlos Slim, l'homme le plus riche du Mexique. Parmi les membres de son futur gouvernement, qu'il a annoncé bien avant le 1^{er} juillet, on retrouve des femmes et des hommes qui ont une grande expérience dans des domaines différents, la majorité peu connus. Certains sont des militants de terrain proches du MORENA, d'autres sont des anciens hauts fonctionnaires des ministères des gouvernements priistes. La prochaine ministre de l'Intérieur, Olga Sanchez Cordero, femme progressiste, est une ancienne magistrate, membre de la Cour suprême de justice, Marcelo Ebrard, ancien chef de gouvernement de la ville de Mexico (PRD) sera le ministre des Relations extérieures, Ernesto Moctezuma Barragan, ancien ministre de l'Intérieur d'Ernesto Zedillo, sera chargé de l'Éducation, au ministère de l'Énergie, ce sera Rocio Nahle Garcia qui a coordonné le groupe parlementaire du MORENA à la Chambre, le prix national des Sciences et des Arts, Jorge Alcocer Varela, sera à la Santé.

67

Un programme ambitieux pour mettre fin au modèle PRI-PAN

Le rapprochement avec ces membres éminents des élites économiques du pays n'a pas épargné AMLO des attaques frontales ou indirectes des organisations patronales, qui ont parié sur la victoire du candidat du PRI José Antonio Meade et qui se sont tournées vers la candidature de Ricardo Anaya quand elles se sont aperçues de l'incapacité du candidat officiel à faire oublier le discrédit du parti lors de son passage au gouvernement. Le patronat a payé des campagnes

médiatiques et sur les réseaux sociaux contre le candidat du MORENA et des patrons ont fait pression sur leurs salariés pour qu'ils votent contre la supposée menace « populiste ». Le président de la Banque espagnole, Francisco Gonzalez, s'est rendu à Mexico pour se mêler de la campagne électorale et défendre les réformes énergétique et de l'éducation du gouvernement d'Enrique Peña Nieto, après avoir mis en garde les Mexicains contre « un retour en arrière » qui signifierait l'élection d'un président « populiste ». La filiale mexicaine de BBVA représente 23 % du marché bancaire du pays et apporte 40 % des bénéfices globaux de cette banque¹¹.

Ces attaques n'ont pas eu d'effet dans les intentions de vote des Mexicains, qui voient dans le patronat un partie de la « mafia du pouvoir » qui a su s'enrichir à l'ombre du pouvoir. Pour désamorcer cette campagne et afin de rassurer les milieux financiers et patronaux, Alfonso Romo Garza a fait usage de ses bons offices pour permettre une rencontre entre AMLO et le Conseil mexicain d'affaires (CMN) qui rassemble le beau monde des représentants des grands capitaux. Il a été question de la réforme éducative mise en place par le gouvernement de Peña Nieto et qu'AMLO veut abroger, de la réforme énergétique et de la construction du nouvel aéroport de la ville de Mexico qu'AMLO a sévèrement remis en question. Très probablement il ne reviendra pas sur la réforme énergétique¹² qui ouvre le pétrole mexicain aux capitaux privés, mais il a déjà annoncé qu'un coup d'arrêt sera donné à la privatisation rampante et que les contrats déjà signés ou annoncés seront revus, ainsi que l'attribution des marchés publics pour l'aéroport international. AMLO accuse le pouvoir d'avoir cédé ces marchés de manière illégale et en favorisant des proches du gouvernement.

La corruption, l'insécurité, l'éducation et le pétrole sont des thèmes qui ont été présents pendant toute la campagne électorale parce qu'ils représentent de grands enjeux. Les propositions avancées dans le « Projet de nation 2018-2024 » présentées le 20 novembre 2017 sont d'une grande ambition. La question de leur financement se pose aussi. Jusqu'ici AMLO a toujours affirmé qu'il ne créera de nouveaux impôts et qu'il utilisera l'argent récupéré en mettant fin aux pratiques de corruption, qu'il évalue à 10 % du budget, c'est-à-

¹¹ <https://elpais.com/economia/2018/05/15/actualidad/1526420292_907104.html>.

¹² <<http://www.excelsior.com.mx/nacional/revisare-contratos-responde-amlo-a-cardenas-sobre-reforma-energetica/1241022>>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

dire, entre 300 milliards et 500 milliards de pesos, (12,5 milliards à 20 milliards d'euros). Selon lui, la mise en œuvre d'une « austérité républicaine », qui va faire baisser significativement les salaires des hauts fonctionnaires et les dépenses inutiles, ajouté à une gestion propre des ressources disponibles, suffira.

L'État assumera son rôle de promoteur du développement favorisant l'action de l'initiative privée et du secteur public. Des mesures devront être prises contre l'évasion de capitaux et contre la fraude fiscale, le secret bancaire sera éliminé et des organismes autonomes seront créés. Plus de 20 milliards d'euros seront investis dans des projets prioritaires : un aéroport international, des chemins de fer, le développement de routes dans les milieux ruraux, le développement des zones d'extrême pauvreté près de la frontière nord et autour de la ville de Mexico.

Le projet d'AMLO ne rejette pas l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) en cours de renégociation. Mais il affirme que la relation avec les États-Unis ne peut pas se limiter aux questions telles que l'immigration, le libre-échange et la sécurité. Une bonne relation doit comprendre la coopération sur l'environnement, le changement climatique, les sciences et la technologie. L'agriculture et le développement rural, qui ont été gravement affectés par le Traité de libre-échange, doivent être une priorité. L'objectif du combat contre la pauvreté et contre les inégalités est inséparable de cette priorité. Il propose une meilleure intégration entre les pays membres (États-Unis, Canada et Mexique) pour incorporer plus de contenus régionaux dans les productions, au contraire des propositions de Donald Trump qui exige plus de contenus pour les États-Unis. En même temps, le Mexique doit diversifier ses relations commerciales et les renforcer avec l'Europe et avec l'Asie. Avec la Chine, qui est le principal concurrent du Mexique dans la région, il propose une coopération dans des domaines tels que les énergies nouvelles, le train à grande vitesse et le commerce électronique.

Le projet propose en même temps que le Mexique se tourne vers l'Amérique centrale dans une stratégie de long terme avec la création d'un corridor, avec des infrastructures, des projets énergétiques, de tourisme et culturels.

Le nouveau président a informé de ses projets son homologue étatsunien, Donald Trump, dans une lettre envoyée le 12 juillet. Il lui annonce la création d'un corridor économique et commercial de 300 kilomètres dans l'isthme de Tehuantepec et des zones franches dans les régions frontalières avec les États-Unis, où l'impôt sur le revenu

serait réduit à 20 %, ainsi que la TVA, pour les mettre au niveau des États voisins de l'autre côté de la frontière. L'idée est de favoriser le développement productif et technologique avec la création d'emplois. Selon AMLO, il s'agirait d'un « dernier rideau pour retenir les travailleurs sur notre territoire ». Donald Trump est-il prêt à accepter la proposition d'AMLO de développer des implantations industrielles ? Ce projet est certainement incompatible avec la volonté de Donald Trump de rapatrier les usines et les investissements étatsuniens.

70 Le projet d'AMLO revendique une politique extérieure qui reprend les orientations qui avaient donné au Mexique une reconnaissance internationale. Ce sera le retour des principes d'autodétermination des peuples et de non-ingérence dans les affaires des autres États. Cette position ne signifie pas indifférence, mais un priorité aux solutions pacifiques et négociés. Le Mexique ne cherche pas à avoir une position « réactive », mais « prospective », et ne cherche pas à réagir en donnant des leçons, mais en fonction des enjeux qui se profilent, sur la base de ses intérêts nationaux et dans le respect du droit international. La politique extérieure du Mexique sera forte si le pays sait répondre à ses principaux défis internes. Hector Vasconcelos, qui devra présider la nouvelle commission des Relations extérieures du Sénat, a affirmé : « Nous voulons mettre en ordre la maison ». Pour lui, « c'est hypocrite et grotesque » que d'avoir la prétention de défendre les droits de l'homme dans d'autres pays alors qu'on n'est même pas capable de les défendre chez soi. Il défend les principes qui, bien qu'inscrits dans la Constitution, ont été oubliés par les gouvernements du PRI et du PAN avec une attitude de soumission envers Washington. Hector Vasconcelos critique ainsi l'attitude interventionniste du gouvernement d'Enrique Peña Nieto sur le Venezuela, où il voit une situation « extrêmement difficile et déplorable », mais il souligne la différence entre la dénonciation des violations des droits de l'homme et l'intervention dans les conflits internes de ce pays¹³.

Certains propos tenus par AMLO dans sa lettre à Donald Trump ont étonné et suscité des préoccupations à gauche, notamment quand il affirme : « Quant à la politique, je juge encourageant le fait que l'un comme l'autre nous tenons nos engagements et que nous avons fait face à l'adversité. Nous avons réussi à mettre nos électeurs et citoyens

¹³ <https://elpais.com/internacional/2018/05/09/mexico/1525819990_958727.html>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

au centre et à déplacer l'establishment ou régime dominant ». AMLO semble s'identifier à Donald Trump, il fait de sa démarche l'égal de celle, franchement droite et xénophobe, du président américain. En réponse, Donald Trump a fait l'éloge du président élu, mais dès le lendemain il l'a pressé de négocier rapidement, autrement les États-Unis « feront le choix d'une voie bien différente », c'est-à-dire rompre l'accord pour imposer une négociation exclusivement bilatérale.

L'insécurité et le crime organisé

Le thème de l'insécurité et de la lutte contre le crime organisé est l'une des premières préoccupations de la population. On estime que 234 996 personnes ont été assassinées durant ces douze dernières années. Beaucoup d'entre elles ont été victimes d'affrontements entre des bandes du crime organisé¹⁴, mais des milliers sont des victimes innocentes de cette guerre ou ont été la cible des agissements arbitraires des forces de police et de l'armée. C'est le cas des 43 étudiants d'Ayotzinapa disparus depuis deux ans ou celui de plus d'une centaine de journalistes assassinés, des 15 défenseurs de l'environnement menacés par les grandes compagnies minières ou des 44 candidats assassinés pendant la dernière campagne électorale.

Pendant la campagne électorale, AMLO avait lancé la proposition d'une amnistie pour les personnes impliquées dans le crime organisé. Ses adversaires ont voulu utiliser cette idée pour montrer le caractère irréaliste de la candidature d'AMLO. Cette proposition a dû être expliquée à plusieurs reprises par Tatiana Clouthier et par Alfonso Durazo, chargé des questions de sécurité de la coalition « Ensemble nous ferons l'histoire ». Ce dernier a affirmé qu'il s'agit d'une démarche légale qui prendrait en compte les droits des victimes. Le Congrès serait chargé d'élaborer une loi qui devra aussi respecter les traités internationaux signés par le Mexique, qui exclut les violations graves des droits de l'homme, l'extorsion, l'enlèvement et d'autres actes violents¹⁵. Cette loi serait soumise à une consultation citoyenne. Tatiana Clouthier a insisté sur le fait qu'une amnistie ne signifierait pas le « pardon pour les criminels », mais une façon d'aider des groupes

¹⁴ On estime que 60 personnes sont exécutées chaque jour par les bandes du crime organisé, *La Jornada*, 25 juillet 2018.

¹⁵ *El País*, 25 avril 2018.

vulnérables et des jeunes, des paysans et des migrants à sortir du milieu criminel¹⁶.

Alfonso Durazo a rappelé lors d'une conférence la méfiance qui existe dans la population à l'égard des forces de l'ordre, alors que 99 % des délits commis actuellement au Mexique restent impunis. « Le crime organisé, a-t-il affirmé, avance la main dans la main avec les autorités. Il n'y a pas de corruption dans la police sans corruption politique. »¹⁷

Finalement, c'est Olga Sanchez Cordero, la prochaine ministre de l'Intérieur, qui a clairement exclu les auteurs d'homicides, enlèvements et de lèse-humanité de cette amnistie, qui sera discutée dans tout le pays à travers des forums publics avant d'être adoptée. Elle a aussi évoqué la possibilité d'une dépénalisation de la consommation et de la production du cannabis et la régulation de la production de l'opium qui serait destiné à des fins thérapeutiques. Parmi les propositions les moins connues de ce « Projet de nation », mais certainement des plus importantes, sont celles qui prévoient de s'attaquer à l'évasion et à la fraude fiscale, au blanchissement de l'argent sale avec des contrôles du système bancaire, la lutte contre les paradis fiscaux et l'élimination du secret bancaire.

72

Lopez Obrador et l'espoir lucide d'un peuple

L'élection d'AMLO a suscité un grand espoir et si beaucoup d'illusions existent, c'est la lucidité qui semble l'emporter. Il y a une grande attente dans la société mexicaine et une grande exigence. Les Mexicains savent que la tâche sera difficile et craignent la possibilité de voir les nouveaux élus tomber dans le piège des vieilles habitudes. Ils restent vigilants.

Une enquête réalisée en mai dernier montre que 58 % des personnes interrogées considéraient que le pays doit changer complètement de politique économique et de sécurité, 34 % ne voyaient pas de candidat plus honnête que les autres, mais 32 % voyaient AMLO comme le candidat le plus honnête¹⁸ et 34 % le considéraient comme celui qui peut apporter « un changement total » dans la façon de gouverner le pays.

¹⁶ *Vanguardia*, 24 avril 2018.

¹⁷ <<https://www.animalpolitico.com/2018/04/alfonso-durazo-presenta-la-estrategia-de-seguridad-de-amlo/>>.

¹⁸ <http://consulta.mx/index.php/estudios-e-investigaciones/elecciones-mexico/item/download/738_9085ebc60abbb3e007c0f7bce3761487>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

Pour l'écrivain Hector Aguilar Camín, très critique à l'égard d'AMLO, voire même opposé à lui, le Mexique vit une véritable « révolte morale ». Il écrit dans le mensuel *Nexos*¹⁹ : « Là où tout le monde dit ne plus croire en rien, il y a un énorme désir de croire en quelque chose qui soit une rupture. » Aguilar Camín fait partie de ceux qui voient en AMLO un retour au temps des gouvernements autoritaires du PRI, l'assimilent, non sans arrière-pensées, au populisme « nationaliste, globophobique, antisystème, antilibéral ». Mais, comme un aveu, cet intellectuel proche du pouvoir reconnaît ce qui est une évidence pour les Mexicains : « Le changement au Mexique est la réponse aux pauvres résultats de sa démocratie, de son économie et de l'irritation publique contre une classe politique dont la corruption va de pair avec son insensibilité face aux griefs qu'elle sème. »

AMLO devra faire face à de grands défis, ceux laissés par des décennies de néolibéralisme, avec ses injustices et inégalités criantes, celui du crime organisé devenu puissant grâce à l'accumulation de richesses énormes et sa présence à tous les niveaux du fonctionnement de la société, économique, politique, institutionnel. Démonter le système de corruption profondément ancré depuis des décennies ne pourra pas se faire du jour au lendemain et la récupération de milliards qu'elle représente ne se fera pas aisément.

L'après-1^{er} juillet annonce des changements dans la configuration politique que le Mexique connaît depuis une trentaine d'années. Le PRI, qui a dominé la vie politique du pays depuis presque un siècle, sort très affaibli de cette élection. En présentant un candidat qui n'est pas membre de ce parti et qui a participé aux gouvernements du PAN et du PRI, les dirigeants du PRI ont cru pouvoir échapper à la colère des Mexicains.

Le PAN est arrivé divisé à cette élection après que Ricardo Anaya a imposé sa candidature, poussant Margarita Zavala, épouse de l'ancien président Felipe Calderon, vers la sortie. Margarita Zavala, dans un premier temps, s'est présentée comme candidate indépendante, mais a dû retirer sa candidature au vu des sondages qui lui donnaient moins de 4 %. Après cette déroute, Ricardo Anaya a disparu et son parti se cherche. On ne peut pas exclure que son aile la plus droitière fasse le choix d'une opposition très tournée sur les questions sociétales pour essayer de mobiliser l'électorat le plus traditionaliste.

¹⁹ « À las puertas de AMLO », Hector Aguilar Camín, *Nexos*, juin 2018.

Le PRD, qui a été le grand parti de la gauche mexicaine, né pour combattre le régime du PRI, a failli disparaître à l'issue de cette élection et paye son alliance avec la droite. Sa direction discute sur sa refondation et son changement de nom. Son aile la plus droitière s'est déclarée en faveur d'une position de franche opposition au nouveau gouvernement alors que d'autres se disent prêts à coopérer avec un gouvernement qu'ils qualifient de « démocratique et progressiste »²⁰. Il n'est pas à exclure qu'une partie de ses députés rejoignent le groupe parlementaire du MORENA.

Andrés Manuel Lopez Obrador ne s'est jamais revendiqué comme un homme de gauche, mais l'électorat l'identifie à ce courant. Son mouvement est clairement issu des formations progressistes, notamment de l'aile gauche du PRD. À vrai dire les termes « gauche » et « droite » ne font pas partie de son vocabulaire. Si on veut le classer, il faut plutôt aller chercher dans l'histoire de la politique mexicaine du xx^e siècle, du côté de ce populisme original, celui des années de l'après-révolution de 1910 et dans le courant nationaliste révolutionnaire qui en est issu. Pendant sa campagne, il a présenté son projet comme une « quatrième transformation » qui devrait continuer les trois grands moments de l'histoire du Mexique : l'indépendance, les réformes libérales du xix^e siècle et la révolution de 1910. À la différence des trois premières, cette quatrième transformation sera pacifique.

AMLO se revendique de l'héritage de Lazaro Cardenas, le président qui a exproprié le pétrole, soutenu la République espagnole et fondé le Parti de la révolution mexicaine en 1938, parti pluriclassiste qui a cherché à mettre en place un modèle de développement fondé sur le respect de la propriété privée et la conciliation de classes, mais qui a réalisé une réforme agraire et pacifié le pays. AMLO a réussi à créer un grand mouvement qui rassemble des personnes qui viennent des divers secteurs de la société, aspire à des réformes qui rompent avec le pillage du pays par des élites complices du pouvoir corrompu et appelle chacun à y participer. Sans le nommer, AMLO inscrit sa démarche dans le « nationalisme révolutionnaire », comme une bonne partie de la gauche mexicaine. Et c'est justement cette appartenance à ce courant que les opposants d'AMLO ont voulu utiliser pour montrer la menace que représenterait son élection à la présidence. Le PRI lui-même n'est-il pas issu de ce Parti de la révolution mexicaine ? AMLO

²⁰ <<http://www.jornada.com.mx/2018/07/24/politica/010n2pol>>.

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

lui-même n'a-t-il pas commencé sa militance dans le PRI ? En effet, il a milité au PRI, mais il a été l'un de ceux qui ont rejoint Cuauhtemoc Cardenas, fondateur du « Courant démocratique », de ce parti qu'ils ont quitté pour se lancer dans la première tentative sérieuse pour enlever le pouvoir au PRI. Les dissidents du PRI se sont joints aux militants de la gauche communiste, nationaliste révolutionnaire et socialiste pour créer le PRD en 1989. Ainsi AMLO est doublement dangereux pour la droite : pour elle il est populiste et de gauche et pourrait amener le Mexique au socialisme et faire du Mexique un nouveau Venezuela, un nouveau Cuba. Mais l'envie de changement des Mexicains et leur rejet des représentants du pouvoir politique et économique actuel a été bien plus fort que les campagnes de peur qui ont voulu assimiler AMLO au chavisme et au castrisme.

Lors de son premier discours, prononcé le soir du 1^{er} juillet²¹, AMLO a appelé à la réconciliation et a annoncé « l'établissement d'une véritable démocratie ». Il a promis la liberté d'entreprendre, la liberté d'expression, d'association et de croyance, le respect des libertés et des droits. Il a confirmé sa volonté de respecter l'autonomie de la Banque du Mexique et le maintien de la discipline financière et fiscale. En même temps, il a réaffirmé que les contrats d'exploitation des ressources énergétiques « seront révisés pour prévenir des actes de corruption et illégaux ». Il a détaillé quelques mesures économiques à mettre en place : réduire les dépenses courantes tout en augmentant les investissements publics pour stimuler les activités productives et la création d'emplois, renforcer le marché intérieur et la consommation des biens produits dans le pays. En se référant à l'émigration, il a déclaré faire le nécessaire pour que les Mexicains puissent travailler et vivre heureux là où ils sont nés. Désormais, « celui qui voudra émigrer, qu'il le fasse par plaisir et non pas par nécessité ».

L'élément central de ce premier discours comme candidat victorieux a encore été la corruption. Il a déclaré : « La transformation que nous allons effectuer consistera essentiellement à bannir la corruption de notre pays » et a ajouté « la corruption n'est pas un phénomène culturel, mais le résultat d'un régime politique en déclin. Nous sommes absolument certains que ce mal est la principale cause des inégalités sociales et économiques et de la violence que

²¹ <<https://www.animalpolitico.com/2018/07/discursos-lopez-obrador/>>.

nous subissons. Par conséquent, l'éradication de la corruption et de l'impunité sera la principale mission du nouveau gouvernement. »

Le moment le plus fort, parce qu'il montre quelque chose d'essentiel dans sa conception de l'action politique, a été quand il a affirmé : « Nous écouterons tout le monde, nous nous occuperons de tout le monde, nous respecterons tout le monde, mais nous donnerons la préférence aux plus humbles et aux plus oubliés ; en particulier, aux peuples indigènes du Mexique. Pour le bien de tous, d'abord les pauvres. »

Le 14 juillet il annonçait une quarantaine de mesures pour combattre la corruption et mettre en place « l'austérité républicaine ». « Nous allons rompre le moule dans lequel était faite la politique traditionnelle » s'est-il exclamé. Le salaire du président sera réduit de 60 % et celui des hauts fonctionnaires de moitié. Le nombre des employés contractuels dans la fonction publique sera réduit de 70 %. Il a annoncé la fin de l'espionnage et des écoutes par les services d'intelligence. Par ailleurs disparaîtront les licitations des marchés publics. Elles seront soumises à un contrôle citoyen avec des observateurs de l'ONU. Les anciens présidents de la République ne recevront plus de pensions, la résidence présidentielle deviendra un espace d'art et culture. Quelques jours avant, il avait annoncé la fin de l'immunité et des privilèges pour les élus, les hauts fonctionnaires et pour le président de la République qui pourra être jugé pour des délits de corruption ou des délits électoraux. Le trafic d'influence, la corruption, les fraudes financières et la fraude électorale seront considérés comme des délits graves. Afin de contribuer au développement des régions, les divers ministères seront délocalisés dans les différents États. Seuls le ministère de l'Intérieur, celui des Finances et ceux de la Défense et de la Marine resteront dans la ville de Mexico. Les « délégations » des ministères fonctionnant dans les différents États pour la mise en œuvre des programmes en direction de la population disparaîtront. Ces antennes, de véritables usines à gaz dont la direction était attribuée par copinage et clientélisme, seront remplacées par des structures simplifiées qui seront coordonnées par les personnes qui viennent d'être élues députés par majorité sur les listes du MORENA ; elles devront quitter leur mandat et canaliseront les ressources destinées aux programmes sociaux et de développement.

76

Une nouvelle étape s'ouvre

Un séisme de grande magnitude vient d'avoir lieu au Mexique. Si le nouveau gouvernement réussit à atteindre tous les objectifs que

VICTOIRE HISTORIQUE AU MEXIQUE D'ANDRÉS MANUEL LOPEZ OBRADOR

le candidat Andrés Manuel Lopez Obrador s'est donné, le Mexique pourra passer à une nouvelle étape de son histoire. La promesse d'une « Quatrième transformation » n'est certainement pas un slogan de campagne, mais la conviction de celui qui déclarait en mars dernier : « Je veux entrer dans l'histoire comme Juarez, comme l'apôtre de la démocratie, Francisco I. Madero²², et comme le général Cardenas del Rio. Et ce n'est pas qu'une question d'ego. C'est essayer d'être plus qu'un homme d'État, je veux être un homme de nation ». Il revendique être « légitimement ambitieux, il m'importe la Nation, il m'importe l'Histoire ».

La victoire d'Andrés Manuel Lopez Obrador est déjà un événement historique en soi en atteignant un objectif qui semblait hors de portée : faire tomber un régime et son modèle de gouvernement corrompu qui s'était développé comme un cancer, et avec lui 30 ans de néolibéralisme.

Les mécanismes de participation annoncés par AMLO seront un instrument important pour les réformes proposées. La mobilisation de tous ceux qui ont voulu ce changement sera déterminante face aux résistances qui seront nombreuses. Le MORENA deviendra-t-il un mouvement d'action politique ou va-t-il rester un mouvement électoral ? Va-t-il être un élément de mobilisation et de politisation ou va-t-il se replier dans une attitude de délégation de pouvoir ?

77

Résumé :

La victoire d'Andrés Manuel Lopez Obrador ce 1^{er} juillet est un événement historique en soi par la force populaire qui s'est manifestée autour d'un objectif qui semblait inatteignable : faire tomber un régime et son modèle de gouvernement corrompu qui s'était développé comme un cancer, et avec lui 30 ans de néolibéralisme. Les partis de l'alternance jusqu'ici dominants sortent exsangues de cette élection et le grand patronat, habitué à vivre à l'ombre du pouvoir, devra tenir compte de la nouvelle donne politique porteuse des exigences populaires de changements.

²² Le président Benito Juarez (1858-1871) a joué un rôle important dans les réformes des années 1857-1860 et dans la guerre entre conservateurs et libéraux. Il a dirigé la lutte contre l'intervention française (1861-1867). Francisco I. Madero a lancé l'appel au soulèvement contre la dictature de Porfirio Diaz, déclenchant ainsi la révolution de 1910.

